

Action / réaction

NE VOUS LAISSEZ PAS TRUMPER !



**SEULE LA LUTTE SOCIALE
NOUS FERA AVANCER !!**

Le résultat des élections aux Etats-Unis constitue une surprise et un motif d'inquiétude. Il est révélateur d'un retour en force des idées réactionnaires et il serait illusoire de penser que

l'élection de Trump relève de l'erreur de casting. C'est en tout cas une nouvelle démonstration que les urnes ne nous permettront pas de faire avancer les idées progressistes et émancipatrices.

La lutte collective est bel et bien le seul outil dont nous pouvons nous emparer.

Les motifs ne manquent pas dans l'éducation nationale : le collectif « Touche pas à ma ZEP ! », en lutte contre la sortie de ZEP de nombreux établissements, appelait à la grève le 17 novembre ; le projet de réforme de l'évaluation des enseignant-e-s les soumet encore plus à la hiérarchie et à la gestion managériale ; la réforme des rythmes scolaires est toujours en place ; les APC¹ sont toujours d'actualité ; la réforme du collège continue de mécontenter tout le monde ...

L'outil est là, ne le laissons pas rouiller !

REUNION D'INFORMATION SYNDICALE 1er degré
Mercredi 30 novembre 2016 de 9h à 12h
8 Rue de la Savonnerie, ROUEN

*Journal réalisé collectivement
par les adhérent-e-s de SUD-Éducation
et imprimé par eux*

*Numéro de CPPAP : 0313 S 05109
Directrice de publication : G. VALLOIS
Prix : 2€ Gratuit pour les adhérent-e-s
Abonnement : 20€*

*SUD-Éducation Hte-Normandie
8 rue de la Savonnerie, 76 000 Rouen
tel 02 35 89 89 83
sueduc7627@orange.fr*

<http://www.sud-education-hautenormandie.org/>

Sommaire

PAGE 1 : Édito

PAGE 2 : Education prioritaire, Un nouveau syndicat : SUD Solidaires Précaires.

PAGE 3 : Touche pas à ma ZEP !, Non à la fermeture des collèges dans l'Eure !

PAGE 4 : Vigigender...

PAGE 5 : Procès des Goodyear.

PAGE 6 : Prolétaires de tous les pays : Welcome !, Une reconversion réussie.

Agenda, Permanences.



EDUCATION PRIORITAIRE : ça n'marche pas ? Mais a-t-on vraiment essayé ?

L'éducation prioritaire subit ces derniers temps des attaques de toutes parts. Il y a quelques mois, la ministre de l'Education nationale annonçait la sortie des lycées (y compris les lycées professionnels) de tout dispositif dès 2017.

Le 26 septembre, le CNESCO (Conseil national d'évaluation du système scolaire) publiait un rapport mettant en avant l'accroissement des inégalités scolaires et l'inefficacité des politiques d'éducation prioritaire dans ce domaine.

Beaucoup se sont empressés de pointer du doigt l'éducation prioritaire comme une machine à produire de l'inégalité. Mais avant de juger l'efficacité de l'éducation prioritaire, peut être faudrait-il se demander quelle est la réalité de sa mise en oeuvre ...

La baisse des effectifs : ça marche !

Sur ce point, le rapport du CNESCO est clair : les moyens nécessaires ne sont pas là. En effet, la mesure phare du dispositif, la baisse des effectifs d'élèves dans les classes n'est pas appliquée. En 2015, du CP à la 3ème, l'effectif moyen dans les classes d'éducation prioritaire était de 21,2 élèves, soit seulement 1,9 élèves de moins que dans les établissements hors éducation prioritaire. Certains diront que la réduction de la taille des classes n'est pas en soi un gage de réussite. Les recherches menées par le CNESCO (2014) sont pourtant claires : « seule une réduction importante de la taille des classes dès le primaire permet l'amélioration significative des résultats scolaires des élèves socialement défavorisés ».

De quelle stigmatisation parle-t-on ?

Mais selon le dernier rapport du CNESCO, l'échec des politiques d'éducation prioritaire serait également du à certains « effets pervers » de ces politiques, notamment la stigmatisation supposée des établissements classés REP. Nous fera-t-on croire qu'un collège implanté au milieu d'une cité populaire serait moins stigmatisé parce qu'il ne serait pas classé REP ? Non, il le serait encore plus parce qu'il aurait encore moins de moyens. La stigmatisation qu'il faut dénoncer c'est d'abord celle dont sont victimes les quartiers populaires. Pour contrer cette stigmatisation, il faudrait une vraie politique d'urbanisation qui donne envie d'habiter ces quartiers, une vraie politique de l'emploi qui donne du travail aux habitants de ces quartiers, et surtout de vraies politiques publiques visant à réduire les inégalités sociales dont les inégalités scolaires ne sont que le reflet.

Contre la sortie programmée des lycées de l'éducation prioritaire

En attendant que de telles politiques voient le jour, une vraie politique d'éducation prioritaire avec des moyens à la hauteur des besoins reste pour nous

une nécessité. C'est pourquoi SUD éducation soutient la lutte contre la sortie programmée des lycées de l'éducation prioritaire. Entamée début septembre 2016 par la constitution de la coordination « Touche pas à ma ZEP », cette mobilisation a débouché sur deux journées de grève (le 29 septembre et le 11 octobre), et continue de s'étendre dans toute l'île de France et au delà. Face aux attaques de tout bord que subit l'éducation prioritaire, il est plus que temps de faire entendre une autre voix !

Les revendications de SUD éducation pour l'éducation prioritaire :

- ▶ **Moins d'élèves par classe** (16 élèves dans l'éducation prioritaire)
- ▶ **Une baisse du temps de travail** (minoration d'1/9^{ème} du temps de service pour tous les personnels de l'éducation prioritaire)
- ▶ **Un classement transparent et objectif des établissements sur critère social**
Un encadrement renforcé des élèves (en CPE, AED, personnels médicaux-sociaux, RASED, maître-sup)
- ▶ **Des mesures de stabilisation des équipes** (titularisation de tous les précaires, aide au logement, financement des études pour permettre à des jeunes de l'académie d'accéder aux métiers de l'enseignement).

Un nouveau syndicat : SUD SOLIDAIRES PRECAIRES

L'Education nationale étant le plus important employeur de travailleurs précaires (vacataires, contractuels, AED...), SUD EDUCATION est partie prenante de la création de ce syndicat. Voici le communiqué sorti à cette occasion.

LA PRECARITE N'EST PAS UNE FATALITE !

En France, 2,1 millions de personnes vivent avec au mieux 667 euros par mois pour une personne seule. Pour elles, il est quasiment impossible notamment de se loger dignement sans compter sur l'aide d'autrui, de parents ou d'amis. Quatre millions doivent se contenter de minima sociaux (plus de six millions si l'on comprend les conjoints et les enfants), selon le ministère des Affaires sociales. Le capitalisme a besoin d'une armée de chômeurs-euses et de précaires pour asseoir son emprise sur les travailleurs-euses.

Les difficultés rencontrées de manière isolée relèvent de logiques globales.

Elles doivent être combattues collectivement !
C'est pourquoi, nous décidons de créer

SUD SOLIDAIRES PRECAIRES

Téléphone : 07 69 19 47 66

Mail : sud-solidaires.precaires76@laposte.net

Mobilisation « TOUCHE PAS MA ZEP »

Le 17 novembre dernier aura été le **troisième jour de grève** contre la sortie du dispositif d'éducation prioritaire de l'ensemble des lycées de France.

Cette mobilisation, démarrée dans les Hauts-de-Seine à l'initiative du collectif « Touche pas ma ZEP », prend une ampleur nationale.

Le 29 septembre, ce sont des enseignant-e-s de lycées de l'académie de Versailles (dans le 92,95,78,91) et de l'académie de Créteil, dans le 93 (La Courneuve, St Denis, Aubervilliers, Drancy, Epinay) qui étaient en grève ; rejoints le 11 octobre par des établissements du 94 (Champigny...) et même de Dreux et Marseille.

Dans le 95, des blocages de lycées ont eu lieu avant les vacances de la Toussaint, avec intervention de la BAC contre les lycéens...

La détermination est grande et le collectif « touche pas ma ZEP » regroupe dorénavant 73 lycées dans 11 académies. Les intersyndicales locales de Aix-Marseille et de la région parisienne Créteil-Paris-Versailles ont appelé à la grève du 17 novembre.

Le ministère a été contraint de bouger, il a consenti à prolonger la prime « ZEP » de 2 ans pour les enseignant-e-s. C'est bien sûr très insuffisant car l'enjeu est bien supérieur à une prime. C'est l'ensemble des conditions de travail des enseignant-e-s et des conditions d'apprentissage des élèves qui est en cause. Le sort de l'éducation prioritaire est emblématique de la politique éducative du gouvernement et des gouvernements précédents.

Certes, ce dispositif est loin d'être suffisant et les écoles et collèges, désormais en REP ou REP+, voient leurs effectifs augmenter et leurs budgets baisser aussi...

Le « paquet », n'a jamais été mis dans des programmes éducatifs qui permettraient à tous les élèves d'apprendre dans de bonnes conditions (à petits effectifs) de la maternelle à l'université (comme le reconnaît le Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire).

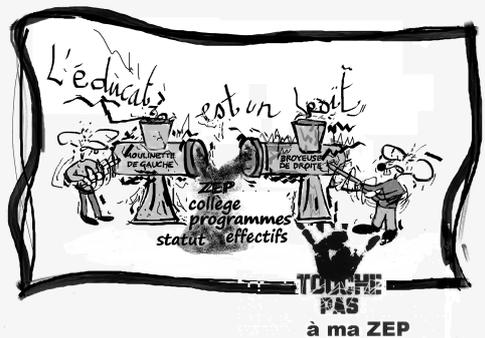
La liquidation de l'éducation prioritaire dans les lycées est dans la continuité de cette politique qui veut plier le système éducatif à la loi du marché.

Mais cette lutte est comme un pied mis dans la porte d'une logique comptable qui tend à se refermer sur l'Éducation Nationale. Elle doit encore s'amplifier, après le succès (on l'espère!) de la grève du 17 novembre.

SUD Éducation et CGT Educ'action ont lancé des appels nationaux à la grève pour cette date.

En espérant un relais de l'intersyndicale nationale, le collectif « Touche pas ma ZEP » invite les équipes éducatives de tous les établissements lycées, collèges, écoles, à signer l'appel, à voter une motion de soutien et à rejoindre la mobilisation.

Voici l'adresse du site du collectif où l'on trouve l'appel, un modèle de motion, et toutes les informations récentes : www.tpamz.levillage.org



Non à la fermeture de trois collèges dans l'Eure

Le Conseil départemental de l'Eure envisage la fermeture des collèges Pablo Neruda à Évreux, Pierre Mendès-France à Val-de-Reuil, Jacques Daviel à La Barre-en-Ouche pour la rentrée 2018. L'outrecuidance du Conseil départemental 27 à se rêver tout puissant rejoint sa volonté de réduire sérieusement la voilure en matière d'éducation dans le département. C'est oublier promptement que seul l'État peut décider de la fermeture d'un établissement scolaire, mais le Conseil départemental 27 par son annonce médiatisée en juin 2016 a tenté de forcer la main des autorités. Les arguments avancés par Sébastien Lecornu, président du CD27, sont que « *les deux collèges d'Évreux et Val-de-Reuil sont dangereux, car de type Pailleron* » et qu'« *on ne peut pas laisser perdurer une telle situation* ». Quant au collège rural de la Barre-en-Ouche, c'est clairement le manque d'effectifs qui motive le projet de sa fermeture.

Les trois établissements de proximité, Pablo Neruda et Pierre Mendès-France collèges en Réseau d'Éducation Prioritaire et Jacques Daviel en zone rurale, sont au contraire à conserver absolument, car indispensables pour favoriser l'émancipation par l'école des populations concernées. La solution est donc, à l'inverse de la logique comptable et libérale du Conseil départemental actuel, leur maintien et surtout un important programme de réhabilitation.

Dès l'annonce funeste, les personnels et les parents des trois collèges se sont fortement mobilisés et deux collectifs sont nés : le Collectif « *Privé-es de collège* » et « *le Comité Collège Daviel* » ; Ce dernier, ayant envahi la réunion du CD27 le 20 juin, a été évacué par les forces de l'ordre appelées par M. Lecornu...

Les organisations syndicales départementales FO, FSU, UNSA, CGT et SUD ont réagi également très vite en prenant contact avec les fédérations de parents d'élèves et en appelant à une mobilisation populaire qui s'est traduite par une première manifestation samedi 15 octobre dans les rues d'Évreux, réunissant près de 700 personnes : personnels de l'Éducation nationale, mais aussi des parents et des élus des quartiers et des communes concernés, et même de tout le département. Tous et toutes ont conscience des dégradations dramatiques qu'entraîneraient ces fermetures de collèges pour tous les établissements scolaires alentour.

Une pétition a aussi été lancée et avait recueilli au 15 octobre déjà plusieurs... milliers de signatures.

Une délégation intersyndicale et de la FCPE a été reçue en audience ce même 15 octobre à la Préfecture de l'Eure. La sous-préfète et secrétaire générale a été attentive à tous leurs arguments et les a assurés que le préfet n'était « *ni favorable ni défavorable à ces fermetures* », mais « *soucieux d'entendre les arguments des uns et des autres, et de l'intérêt des élèves et des familles* » avant de « *prendre une décision en conscience* ». Toutefois, force est de constater qu'un groupe de travail tripartite entre les services préfectoraux, le Conseil départemental et les acteurs du collège Pablo Neruda à Évreux a été constitué...

SUD Éducation refuse toute dégradation des conditions de travail pour les personnels et les élèves, engage le Conseil départemental de l'Eure à projeter un renforcement conséquent des moyens pour les trois établissements en difficulté, et M. le Préfet de l'Eure à influencer dans ce sens.

Vigigender, ou l'obscurantisme qui prétend nous mener vers la lumière...

La perspective des élections des représentant-e-s de parents d'élèves a provoqué une résurrection du militantisme réactionnaire catholique : un fascicule de 50 pages en couleurs, que la lettre d'accompagnement affirme « réalisé par des parents », a été envoyé à 20 000 écoles, pour « éclairer » les personnels. Il émane du collectif Vigigender*, émanation de la mouvance de la Manif Pour Tous, dont la porte-parole Esther Pivet, polytechnicienne, mère de 4 enfants, est liée à la très traditionaliste association Famille Chrétienne.

Son titre, *LE GENRE EN IMAGES, quelle société voulons-nous pour nos enfants ?*, imprimé sur une bouillie de bébé boudeur, montre une communication affinée depuis les caricaturales affiches instaurant la « complémentarité » de la fée rose et du chevalier bleu brandissant sa phallique épée**. De même, dans l'introduction, l'expression « concept de genre » a remplacé « théorie » et « idéologie », trop disqualifiées par les solides arguments du monde des sciences humaines.

Cette opération de lissage du vocabulaire, destinée à semer le doute dans le milieu enseignant, ne doit pas faire oublier la virulence des contenus, respectabilisés par la double caution initiale de deux philosophes ô combien médiatiques : Bérénice Levet, qui prêche que « se parer, plaire, séduire, aimer, donner la vie continuent de faire sens pour la condition féminine », et... Michel Onfray qui pontifie que « le réel (?) a montré (?) que la théorie du genre était une fiction dangereuse » (on appréciera au passage le progressisme, l'originalité et la rigueur de leur « pensée »).

Le slogan de la couverture, « deviens ce que tu es », n'est pas qu'un oxymore ridicule : il réaffirme la croyance dans l'essentialisme déterminant le devenir de chacun-e en fonction de son assignation sexuelle. À la p.10 de la partie didactique, le paradoxe innéiste « devenir ce que je suis grâce à la culture » refuse obstinément la construction sociale et sa variation dans le temps et l'espace.

Le développement, pratiquant amalgame et désinformation, encourageant la dénonciation publique des professionnel-le-s de l'enfance, et du monde enseignant en particulier, par des « comités de vigilance », vise à prouver que les discours institutionnels sur l'égalité homme-femme, la lutte contre les stéréotypes et l'homophobie à l'école et ailleurs ne sont que prétextes d'un complot diabolique mondial, engrenage apocalyptique menant, via « indifférenciation, transsexualisme et hypersexualisation », au « changement de la norme », et « à la marchandisation des êtres et à un esclavagisme moderne (i.e. la GPA) ».

L'inquisition se poursuit et désigne les coupables à tous les niveaux :

- L'ONU, l'OMS, La Commission Européenne, qui osent adopter des résolutions égalitaires, ou, sacrilège, des « recommandations » sur l'éducation sexuelle !
- L'Etat, la Santé, la Recherche, coupables de Lois, de Conventions, voire de Congrès et d'Etudes brisant le tabou du genre comme outil d'analyse.
- Les programmes du supérieur (ateliers de Sciences Po, sujets de CAPES), du lycée (grimoires de SES et SVT), du collège (interventions du Planning

Familial, Ligne Azur anti-homophobie), et du primaire (défunts ABCD de l'Egalité, colloques de la FCPE).

- Les livres endoctrinant les enfants (l'archétypal et indémodable *Tous à poil ! et jusqu'aux titres humoristiques de Bernard Friot qui ont réjoui des générations d'élèves*).
- Les spectacles de théâtre, les expositions, les films, dont *Tomboy est le parangon de perversité*.
- Les bibliothèques municipales, les crèches alternatives, qui dévergondent les enfants.
- Les entreprises s'engageant contre les discriminations en signant des chartes : voilà TF1, EDF, Vinci, Monoprix, Volvo, la SNCF promus responsables de la « consécration (!) d'un communautarisme LGBT dans les grandes entreprises ». Nous ne les pensions pas si subversifs et sulfureux...
- Les médias dans leur ensemble, de *Plus belle la vie à l'Eurovision 2014 qui laissa chanter la transgenre Conchita Wurst, en passant par les affiches « imposées au regard des enfants » comme celle du film la Vie d'Adèle (sur laquelle deux jeunes femmes sourient), ou celles de la Redoute à « mannequins androgynes ». Les pourfendeurs d'images semblent moins vigilants face aux publicités utilisant les corps de femmes-objets ad nauseam...*

La conclusion de l'opuscule conjugue « témoignages » constitués en preuves et expression de fantasmes obsessionnels : on y retrouve (p.34) la citation utilisée il y a peu par le pape pour dénoncer l'enseignement de « la théorie du genre » en France, et la peur de « la grossesse pour tous » illustrée par la photographie truquée d'un homme enceint trouvée sur youtube...

Plus grave que ces prophéties de la vulgate bien-pensante, le « que faire ? » final (fort peu léniniste) invite les parents, non seulement à répéter à leurs enfants que « leur corps est fait pour aimer et donner la vie », mais aussi à contacter les enseignant-e-s, faire censurer les documents et interdire les activités incriminées, envoyer des courriers protestataires aux élus, infiltrer ou créer des listes de parents indépendantes des fédérations, et, bien sûr, manifester. Point n'est besoin de préciser dans quels rangs...

Les syndicats enseignants ont interpellé le Ministère, qui a communiqué en retour sur l'exigence de neutralité et donc la légitimité de la non diffusion de ce document néfaste.

Son offensivité renforce notre dénonciation des constructions sociales genrées oblitérant le devenir des élèves, et notre volonté de poursuivre par nos pratiques et outils pédagogiques la lutte contre les stéréotypes de genre, pour l'égalité de toutes et tous et l'éveil de l'esprit critique des jeunes favorisant leur émancipation.

**Le financement de la publication par les donateurs de Philopolis mériterait une investigation sur les caractéristiques de cette association.*

***Affiche officielle de la Manif pour tous 2014*



Procès à Amiens des 8 de Goodyear : nous n'attendons que la relaxe !

Les 19 et 20 octobre plus de 5000 syndicalistes venus de tout le pays se sont rassemblés à l'occasion du procès en appel des 8 salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord fermée en 2014 en laissant 1143 ouvriers sur le carreau. Depuis la fermeture, 12 salariés se sont suicidés. Seulement 120 ont retrouvé un emploi en CDI.

Les 8 de Goodyear comparaissent pour «*arrestation, enlèvement, séquestration ou détention arbitraire de plusieurs personnes, suivis de libération avant le septième jour et de violences, faits commis en réunion*», passibles de dix ans d'emprisonnement. Les faits remontent au jour où la fermeture définitive de l'usine avait été annoncée au personnel par la direction, et où plusieurs cadres avaient été retenus durant quelques heures par les salariés en colère dans l'usine. Le 24 novembre 2015, le procureur avait requis deux ans dont un ferme, et le tribunal avait finalement prononcé deux ans avec neuf mois fermes. Il faut noter que les cadres et la direction avaient finalement levé leur plainte contre les ouvriers suite au protocole de fin de conflit, et que c'est le parquet, donc le gouvernement Hollande-Valls, qui avait fait le choix de poursuivre les salariés malgré tout ! Un zèle désormais habituel pour ce gouvernement adepte de la criminalisation du mouvement social. Le procureur a requis cette fois deux ans de prison avec sursis alors que tous les militants rassemblés n'attendaient que la relaxe. Le verdict est attendu pour le 11 janvier 2017 avec la possibilité d'un nouveau recours devant la Cour de cassation si celui-ci s'avérait encore une fois pénalisant pour les salariés.

Le rassemblement de soutien aux Goodyear a permis l'expression de nombreux témoignages sur la violence de la répression d'Etat qui s'abat sur les militant-e-s, les manifestant-e-s, les salarié-e-s combattifs, notamment pendant la mobilisation contre la loi Travail.

Une répression multiforme

L'installation dans une crise économique (re) devenue le fonctionnement normal du capitalisme impose au patronat et gouvernement «socialiste» une politique économique radicalement antisociale. Le pendant en est une politique répressive qui couvre à la fois le soutien aux politiques antisociales du patronat et son accompagnement par une politique répressive spécifique de l'État appuyé sur un appareil judiciaire aux ordres. Cela sans oublier le fichage ADN et une loi sur le renseignement renforçant les contrôles des citoyen-ne-s avec dans le viseur les militant-e-s. Tous les champs de l'activité militante sont visés depuis l'hébergement syndical, l'entrave dans l'exercice des fonctions syndicales,

la discrimination sur les déroulements de carrière liée à l'appartenance syndicale, la criminalisation lors d'actions collectives hors entreprise...

Vers l'État policier

Au niveau des localités, cela se traduit par la multiplication des attaques contre les moyens octroyés aux organisations syndicales, notamment la mise à disposition de locaux pour les unions locales mais aussi les poursuites pour collages d'affiches, blocages de rues, voire distributions de tracts. La mobilisation contre la loi Travail a été l'occasion d'une amplification de cette politique répressive dans le cadre d'un climat anxio-gène et répressif initié dans la foulée et au prétexte des attentats terroristes. On est passé à une politique offensive qui vise à briser toute riposte, toute combativité. C'est tout l'enjeu des mobilisations au côté des Goodyear et tous les autres militants poursuivis, qui se chiffrent par centaines. Il est décisif d'obliger le gouvernement à renoncer à sa politique, de faire comprendre au patronat que nous sommes solidaires. Une solidarité indispensable pour préparer les batailles de demain contre les prochaines offensives patronales et gouvernementales.

DU POGNON POUR EUX...



... DES GNONS POUR NOUS ?

Réforme de l'évaluation des enseignant-e-s : pour SUD éducation, c'est toujours non !

(Extrait du communiqué)

Le ministère a amendé son projet et en a retiré l'obligation de fournir une auto-évaluation que nous avons dénoncée comme pathogène et immanquablement hypocrite. Mais l'essentiel du projet initial reste et nos raisons de nous y opposer demeurent. SUD éducation se bat pour la suppression du système actuel d'évaluation, basé sur l'inspection-notation, mais nous combattons aussi celui que projette le ministère pour le remplacer, basé sur l'entretien professionnel...

SUD éducation réaffirme son opposition à ce projet et revendique une évaluation purement formative et coopérative, complètement déconnectée des rémunérations et de l'évolution des carrières, qui doit être la même pour tou-te-s. Imposons la réduction du temps de service des enseignant-e-s devant élèves pour permettre la concertation des équipes et les échanges pédagogiques entre collègues !

Pour retrouver la totalité du communiqué, rendez-vous sur <http://www.sudeducation.org/Reforme-de-l-evaluation-des.html>

Prolétaires de tous les pays : Welcome!

Les initiatives de rejets des migrant-e-s en France ont été sur-médiatisées. Cependant les rassemblements anti-migrants du FN ont rassemblé de deux à dix fois moins de monde suivant les endroits que les rassemblements solidaires et favorables à l'accueil des migrants, sans parler des initiatives infiniment plus nombreuses d'accueil que de rejet.

Dans notre région, le rassemblement du samedi 5 novembre à Serquigny (27) (à l'appel de Ras Le Front, relayé par de nombreuses associations, syndicats (Solidaires et FSU) et partis politiques de gauche et d'extrême gauche) n'a pas fait mentir la tendance générale. Alors que le Front National manifestait devant la mairie de cette commune qui accueille une petite dizaine de migrants expulsés de Calais nous étions plus de 400 anti-racistes et anti-fascistes contre 150 fachos ! C'est une bonne nouvelle... la gangrène n'est pas encore installée. Mais il n'en demeure pas moins que l'audace de l'extrême droite s'affirme chaque jour : attaque des locaux des pauvres et des migrant-e-s, opération factieuse dans la police, contrôle de la nationalité des SDF, attaque contre le Secours Populaire, délire post-fasciste de Ménard, publications à la gloire de l'inégalité des races et des hommes (De Villiers, Zemmour, Soral, Valeurs actuelles...). Cela montre l'urgence de lancer un vaste mouvement de solidarité avec les migrant-e-s, les roms, les sans-papiers (parmi lesquels des mineurs livrés à eux-mêmes et exposés à tous les dangers), les damnés de la terre, chassés par la guerre ou la misère là-bas et chassés par les politiques xénophobes et discriminatoires ici ! Multiplions les manifestations de rue contre la haine répandue du sommet de l'Etat, du FN et des médias contre l'étranger et le pauvre. Il s'agit de briser les murs, les frontières, les barbelés opposés aux pauvres... Les seuls indésirables sur cette terre, ce sont les patrons, les politiciens à leur service... et les fachos !

Avant qu'il ne soit trop tard...

Dans le prolongement de la destruction du bidonville de Calais, l'opération ultra-violente de démantèlement des campements de migrant-e-s au métro Stalingrad à Paris, par son ampleur et son caractère proprement odieux, nous dit le monde qui vient. Prise au mot, l'analogie avec les Juifs et les nazis est bien sûre fautive. Nous n'en sommes pas encore aux camps de concentration. Mais Stalingrad devrait être l'alerte de trop sur ce monde qui vient, monde de domination pure, de contrôle des populations, de tri et de surveillance policière. Le pouvoir en place tolère de moins en moins de brèches dans tout ce qui pourrait proclamer la liberté de se mouvoir, de circuler, d'échapper au contrôle, à la surveillance. L'état d'urgence, le renforcement du pouvoir discrétionnaire de la police, la multiplication de toutes les formes d'enferme-

ment et de toutes les frontières en sont les conséquences. C'est pour cela que le pouvoir ne peut reconnaître la moindre humanité aux migrant-e-s tant leur existence est organiquement liée au mouvement, à la circulation, à la négation des frontières, de la société du contrôle et de la surveillance. C'est pour cela que les migrant-e-s ne peuvent exister que contre le pouvoir et contre sa logique. C'est pour cela que la solidarité avec les migrant-e-s, celle qui encourage et favorise leurs capacités de lutte, la proclamation de leur dignité, est le front le plus avancé du combat pour un autre monde.

Une reconversion réussie !

Quelle n'a pas été notre surprise en consultant l'organigramme du rectorat, de voir apparaître le nom de Mme Hervieu, en tant que chargée de mission : «Déléguée académique à la vie lycéenne », auprès du Directeur du cabinet de la Rectrice.

Nous ne pouvons que nous féliciter d'une telle bienveillance de la part de l'Administration, même si cette nomination intervient après une situation, ô combien conflictuelle, avec les personnels du collège Edouard Branly de Petit-Quevilly. Situation qui n'est pas sans nous rappeler étrangement celle vécue par les personnels du collège Louise Michel de Saint Etienne du Rouvray.

Nous espérons que cette bienveillance saura s'étendre, à l'avenir, à tous les personnels de notre académie, même les plus humbles ...



PERMANENCES DE SUD-ÉDUCATION HAUTE-NORMANDIE

Email: sudeduc7627@orange.fr

Sur la toile : <http://www.sud-education-hautenormandie.org/>

ROUEN :

8, rue de la Savonnerie → Mercredi : 9H00-12H00
Tel /fax : 02 35 89 89 83 → **Judi : 9H00-16H30**
mobile 06 68 63 20 05 → **Vendredi : 9H00-16H30**

LE HAVRE : 119 Cours de la République

(Maison des syndicats) Tel : 02 32 92 18 85

DIEPPE : Maison des associations, rue Notre Dame,
solidairesdieppe@gmail.com

Permanence chaque 1er jeudi du mois, de 15h à 18h

EVREUX : 2 Rue P. Mendès France, Tel : 09 50 50 86 15